ASSEMBLEE GENERALE VENDREDI 4 décembre à 12H30

En présentiel sur le **campus Triolet A6.02**

En visio : https://umontpellier-fr.zoom.us/j/87997974742

Pour amplifier la mobilisation et répondre à l'appel de l'intersyndicale nationale à la grève et à la manifestation le 10 décembre.

Pour la non-promulgation de la LPR

Pour la réouverture des universités

Pour les moyens nécessaires tout de suite

Pour la défense de nos droits et des libertés universitaires
Pour le retrait de la loi « sécurité globale »

Après le succès de la manifestation du 24 novembre contre la LPR à Montpellier qui a réuni 200 à 300 personnels et étudiant·e·s à l'appel des syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU ;

Et le succès encore plus large de la manifestation du samedi 28 novembre contre la loi « sécurité globale » avec quelque 7000 personnes dans la rue à Montpellier, dont beaucoup de jeunes ;

La ministre vient de nous adresser une lettre de 6 pages détaillant l'entrée en vigueur de la LPR, mais elle évoque à peine la situation actuelle catastrophique des étudiant·e·s.

Nous nous indignons des modalités de prise de décision qui ont mené à l'annonce du Président de la République au sujet de la reprise des cours en présentiel au sein des universités, repoussée au 5 février au mieux.

En premier lieu, cela pose un problème démocratique : Quelles raisons président à la fixation d'une date de reprise aussi tardive ? Pourquoi cette date, alors que les CPGE[1] et BTS ont continué leur formation ? Pourquoi cet enseignement supérieur à deux vitesses ? De plus, a-t-on pris en compte les impacts psycho-sociaux d'un tel isolement des étudiant·e·s ? A-t-on mesuré les effets délétères sur les personnels et les enseignant·e·s, de cette activité pédagogique en distanciel ? Pourquoi cette génération d'étudiants est-elle ainsi sacrifiée ? Faut-il y voir un lien avec la contestation de la LPR ?

Il faut permettre le retour plein et entier des étudiant·e·s à l'université dans des conditions sanitaires sécurisées, redonner sans tarder aux collègues et aux étudiant·e·s des conditions de travail et d'étude correctes.

Signataires : SNTRS-CGT, CGT-UM, CGT-INRAE, SNESUP-FSU, SUD Recherche-EPST, Solidaires Etudiant-e-s Montpellier, SUD Education, FO-ESR

[1] Classes préparatoires et grandes écoles